

BRÉSIL

Ouverture d'un nouveau procès sur le massacre d'Eldorado de Carajás – une deuxième chance que justice soit faite

Index AI : AMR 19/004/02

Embargo : 8 avril 2002 (00 h 01 GMT)

Lundi 8 avril, six ans jour pour jour après le massacre de 19 militants sans terre sur une route d'Eldorado de Carajás, dans l'État du Pará, le procès des policiers accusés de ces homicides s'ouvrira dans la capitale de cet État, Bélem.

« Ces six années ont été marquées par des informations faisant état d'incompétences et de dysfonctionnements au sein de la police et de l'appareil judiciaire, qui ont empêché que justice ne soit rendue aux proches des victimes », a déclaré Amnesty International aujourd'hui.

L'organisation sera présente dans la salle d'audience de Bélem en tant qu'observateur international indépendant, pour suivre le déroulement du procès des trois officiers responsables qui étaient de service le jour de la

tuerie. Edgardo Carvalho, juriste uruguayen de renom, assistera au procès en tant que délégué d'Amnesty International.

« Les carences du procès précédent ont suscité des inquiétudes au niveau international quant à l'aptitude du système judiciaire du Pará à garantir que les responsables présumés de ces crimes seraient soumis à l'obligation de rendre des comptes », a souligné l'organisation de défense des droits humains.

Rappel des faits

Le massacre de ces 19 militants avait donné lieu à un premier procès en avril 1999. Bien que tous les hauts gradés de la police jugés à l'époque aient été mis hors de cause, ce jugement a été annulé ultérieurement à la suite de plaintes pour irrégularités.

Les 19 militants, parmi lesquels figuraient des dirigeants du *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra* (MST, Mouvement des paysans sans terre), auraient été tués par des membres de la police militaire au cours d'une marche de protestation. Des autopsies ont

*révélé que certains d'entre eux
avaient été tués par balle, manière
d'opérer rappelant fort celle utilisée
lors des exécutions. D'autres
paysans avaient été taillés en pièces
au moyen de leurs propres outils.
Une centaine de policiers ont été
inculpés de ces homicides. _*

*Pour obtenir de plus amples
informations, veuillez contacter le
Service de presse d'Amnesty
International, à Londres, au +44
20 7413 5566 ou consulter notre
site web : <http://www.amnesty.org>*